

ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Dessin de J. Férat gravé par D. Dumont pour *Germinal* (Émile Zola)

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

ÉCOLOGIE/EXTRACTIVISME

Le mouvement climat doit devenir anti-extractiviste

L'idée selon laquelle l'extraction minière est nécessaire à la transition écologique est, rappelle notre chroniqueuse Celia Izoard*, une aberration totale. Et doit pousser le mouvement climat à devenir franchement anti-extractiviste.

L'image d'une excavatrice géante vous évoque-t-elle un monde enfin réconcilié avec la Terre et le vivant? Non? Allons... faites un effort... écoutez nos dirigeant·es, comme la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, qui a défendu en ces termes la loi sur les matières premières, adoptée tout récemment¹ pour accélérer la production minière et métallurgique en Europe: «*Cette loi nous rapproche de nos ambitions climatiques.*» Cela vous surprend? Vous n'aviez pas compris que la manière la plus efficace de lutter contre le réchauffement climatique² est d'ouvrir des mines?

Il faut dire que l'idée aurait semblé complètement loufoque il y a encore dix ans. L'extraction minière est l'un des principaux agents du réchauffement climatique (8 % des émissions) et de la déforestation. C'est la première productrice de déchets au monde. Elle est à l'origine d'une contamination des milieux qui menace la santé de 23 millions de

personnes³ dans le monde – bref, c'est l'industrie la plus polluante que l'on connaisse. Pourtant, depuis quelques années, la Banque mondiale le martèle: «*L'extraction de ressources minérales est un complément et non un obstacle à la construction d'un avenir plus vert et plus durable.*»

Cette dernière citation est extraite d'un rapport de la Banque mondiale de 2017⁴. Il a été rédigé en partenariat avec l'*International Council on Mining and Metals*, un regroupement des principales entreprises minières occidentales: *BHP*, *Rio Tinto*, *Anglo American*, *Vale*, *Orano*...

C'est précisément de ce rapport que date l'idée que les mines sont indispensables pour sauver la planète.

Miner pour maintenir un mode de vie

Le raisonnement est le suivant: pour fabriquer des batteries électriques, des éoliennes, du photovoltaïque, il faut du lithium, du co-

balt, du cuivre, etc. Et comme les dirigeants politiques et les entreprises n'entendent pas limiter le niveau de vie des plus riches et remettre à plat la production de béton, d'avions, de *data centers*, de fusées, de grosses voitures, de gadgets, etc., la seule manière d'essayer de limiter les émissions de CO₂ consiste à produire des quantités immenses de métaux pour accompagner une demande en énergie tout aussi immense.

Par exemple, pour électrifier uniquement les 39 millions de véhicules qui circulent en France, il faudrait plus d'un an de production mondiale de cobalt, et près de deux ans de production mondiale de lithium. L'industrie minière est ravie, la voilà propulsée en avant-garde de l'écologie. En 2021, la Banque mondiale, *Rio Tinto* et *Anglo American* ont peaufiné la démonstration grâce à un nouveau rapport et une campagne de communication intitulée «*Climate-smart mining*»⁵. Même message: soutenir les entreprises minières est

1. <https://www.euractiv.fr/section/energie-climat/news/matiere-premieres-critiques-la-nouvelle-legislation-de-lue-de-ja-critique/>

2. <https://reporterre.net/Tout-comprendre-au-rechauffement-climatique>

3. <https://www.goodplanet.info/2023/09/28/23-millions-de-personnes-menacees-par-la-pollution-provoquee-par-les-mines-de-metaux/>

4. <https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/207371500386458722/the-growing-role-of-minerals-and-metals-for-a-low-carbon-future>

5. <https://www.worldbank.org/en/topic/extractiveindustries/brief/climate-smart-mining-minerals-for-climate-action>

«la seule solution pour bâtir un avenir bas carbone».

Mais alors, que sont devenues les émissions carbone du secteur minier, la déforestation, la pollution à grande échelle qui ont jusqu'ici fait de la mine le pire ennemi d'«un avenir plus vert et plus durable»? Oui, il reste évidemment ce point de détail... Ce plan ne marche que si les mines n'émettent pas de CO₂, si les mines ne déforêtent pas, si les mines n'aggravent pas les effets du réchauffement climatique en polluant le peu d'eau disponible⁶. Les entreprises minières répondent que c'est comme si c'était fait. Les États misent sur leur bonne foi. C'est à ce genre de pari qu'a été suspendue la possibilité de limiter le réchauffement climatique, le problème le plus grave auquel sont confrontés les habitant·es de cette planète.

Un pari intenable

Inutile d'entretenir le suspense jusqu'en 2050: le pari n'est pas tenable. La mine industrielle ne peut pas devenir l'amie du climat et de l'environnement. Ce n'est pas un problème de bonne volonté, c'est un problème systémique. Même si les entreprises étaient parfaitement intègres, pleinement engagées pour minimiser leurs dégâts, on ne peut pas exploiter des gisements contenant en moyenne 0,5 % de cuivre, 0,2 % d'uranium, 0,013 % d'argent sans détruire des milieux à grande échelle, consommer des quantités d'eau et d'énergie considérables. Aucune mine aujourd'hui ne parvient à se passer de combustibles fossiles. Aux stades de production ultérieurs, on ne sait pas non plus affiner des métaux sans charbon, gaz ou pétrole.

Pourtant, la mine et les métaux sont devenus le *deus ex-machina* de la décarbonation. Une industrie accusée depuis des décennies par les peuples autochtones de la planète de génocide et d'ethnocide se positionne aujourd'hui en leader climatique. Cette nouvelle fonction salvatrice justifie la mise en place de régimes d'exception destinés à accaparer des terres restées collectives, la violence des frontières extractives est décuplée: en Indonésie, en Inde, en Afrique centrale, en Amazonie, en Papouasie...

En Europe, la nouvelle loi sur les matières premières donne carte blanche aux entreprises minières sur le continent et dans les pays «partenaires», comme l'illustre une excellente étude⁷ de *Corporate Europe Observatory* et de l'Observatoire des multinationales. La transition est devenue le cache-sexe de la géostratégie des matières premières, auréolant des enjeux purement industriels, comme celui du titane dont a besoin Airbus⁸ pour produire ses avions.

Elle permet au lobby mondial des mines d'or, le *World Gold Council*, d'affirmer⁹: «Nous avons besoin de minéraux pour décarboner l'économie, et l'or fait partie de cette solution.» L'or sert à produire des bijoux et des lingots destinés aux banques, avec quelques usages dans l'électronique. Avec une mauvaise foi remarquable, le *World Gold Council* sou-

tient qu'«en tant que contributeur stratégique à l'économie des pays hôtes, le secteur de l'or peut jouer un rôle déterminant sur leur capacité à installer des énergies renouvelables».

Sortir de cette cosmologie extractiviste

Mais plus profondément, en organisant dans les esprits ce partage artificiel entre les industries fossiles qui réchauffent le climat d'un côté, et les mines qui permettent la transition de l'autre, les institutions telles que la Banque mondiale et la Commission européenne nous empêchent de comprendre à quel point la tragédie actuelle est le fruit du capitalisme en tant que rapport singulier au sous-sol, en tant que branchement direct de la société au règne minéral.

La catastrophe climatique et l'effondrement de la biodiversité sont le résultat de deux siècles d'une économie fondée sur l'extraction de métaux, de charbon, de pétrole. La mine est la matrice des valeurs et des pratiques occidentales qui nous ont portés au désastre actuel: celles d'une société qui n'a cessé d'utiliser le sous-sol pour construire une

vie hors-sol, une société qui a sacrifié l'habitat terrestre en mettant l'extraction au service de son rêve extra-terrestre. Rien ne pourra changer tant que demeurera intacte cette cosmologie extractiviste qui structure notre rapport au monde.

C'est la raison pour laquelle le mouvement climat doit devenir anti-extractiviste.

Celia Izoard
Reporterre**

* Celia Izoard, journaliste indépendante qui contribue à la Revue Z et au magazine en ligne Reporterre, a fait des études de philosophie et traduit des ouvrages critiques de la technologie moderne. Celia Izoard a publié *La Ruée minière au XXI^e siècle* aux éditions du Seuil, le 24 janvier 2024.

** Reporterre, le média de l'écologie est un média indépendant à but non lucratif, en accès libre, sans pub, financé par les dons de ses lecteurs et lectrices. <<https://reporterre.net>>

6. <https://reporterre.net/Eau-pollue-animaux-malades-les-appetits-nucleaires-francais-inquietent-les-Mongols>

7. <https://multinationales.org/fr/enquetes/du-sang-sur-le-pacte-vert/du-sang-sur-le-green-deal-comment-l-ue-sous-pretexte-d-action-climatique-s-est-est#nh87>

8. <https://reporterre.net/Titane-comment-Airbus-contourne-le-blocus-de-la-Russie>

9. <https://www.brookings.edu/articles/is-gold-mining-part-of-the-solution-to-climate-change/>

FRANCE / ANTINUCLÉAIRE

Lutte contre CIGEO à Bure...

... appel à installations pour préparer la défense de la gare! Il y a 20 ans, une petite bande de militant·es anti-nuc devenaient les heureux/ses propriétaires de la parcelle de l'ancienne gare de Luméville, stratégiquement située sur le tracé de la future ligne ferroviaire «Castor», vouée à acheminer le matériel nécessaire au chantier, puis les déchets jusqu'au centre de stockage du projet CIGEO.

Depuis, «La Gare» est devenue l'un des cœurs battants du réseau anti-nuc radical français. Elle a accueilli des dizaines d'événements militants et festifs: le festival Hippipest (2005-2007), le camp VMC (2015), les semaines anti-prison (2018-2020), le camp des Rayonnantes (2021), la première Fête des Baricades et le Rassemblement des Chorales Révolutionnaires (2022) ou encore les Bestiales (2024) pour n'en citer que quelques-uns.

Elle est aussi devenue un lieu de vie collective (à géométrie variable selon les années et les saisons), d'activités, et plus largement un espace d'expérimentation politique pour tous les habitant·es qui s'y sont succédé. Administrativement gérée par la très sérieuse association «Tomate», les décisions y sont prises horizontalement en assemblée par les habitant·es et visiteur·euses de la Gare. Elle constitue enfin une place forte pour ralentir la progression du projet CIGEO, fausse solution mobilisée par les pouvoirs publics pour justifier la relance du nucléaire annoncée en 2022.

Début septembre 2024, ce sont près de 200 personnes qui sont venu·es célébrer les 20 ans de La Gare sous le capricieux ciel meusien pour une deuxième édition de la Fête des Baricades. Le rassemblement fut l'occasion

de se remémorer collectivement l'historique de la stratégie d'accaparement foncier menée par l'ANDRA¹ (main dans la main avec les SAFER² locales). Depuis son installation en 1999 (date de l'acquisition des 20 premiers hectares d'emprise du Laboratoire), l'ANDRA a progressivement acquis plus de 3000 ha, sur l'emprise du projet mais également dans les villages environnants. Cette première phase d'acquisitions dites «à l'amiable» a été conduite par le tristement célèbre Emmanuel Hance³, à coup de manipulations, pressions, chantages et harcèlements. Depuis le décret «Opération d'Intérêt National» en 2021 et la «Déclaration d'Utilité Publique», l'ANDRA peut lancer la première vague de procédures d'expropriation sur les terrains qui lui manquent. En février 2024, 336 propriétaires ont ainsi reçu les dossiers d'expropriation leur proposant d'acheter ou d'échanger une partie de leurs terrains de surface ou de leurs sous-sols (pour faire de l'agriculture de pointe sur déchets toxiques!). Parmi les 569 parcelles concernées figurent l'ensemble du terrain de La Gare, et environ un tiers (3,4 ha) des parcelles maraîchères cultivées par le collectif des Semeuses. Il va sans dire que les propositions ont été aimablement déclinées!

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:

St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche

Löbnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:

Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:

Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:

vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Octobre 2024 - Nr. 340 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490

Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org



Source: burebure.info

En attendant la prononciation de l'ordonnance d'expropriation et le paiement des indemnités par l'ANDRA, notre présence sur ces terrains reste légale. Profitons de cette période pour renforcer nos liens, s'ancrer sur le territoire, et se préparer pour la suite (à savoir: la phase d'expulsion).

Aux différentes étapes des procédures d'expropriation puis d'expulsion, tous les recours juridiques qui pourront être déposés le seront. Pour soutenir ces actions, on vous invite chaleureusement à nous soutenir financièrement via la cagnotte de Cacendr⁴.

Depuis leurs territoires respectifs, les participant·es ont également été encouragés à créer / réactiver les comités locaux de soutien chez elleux, pour partager l'actualité de la lutte, sensibiliser, et mobiliser largement et rapidement le moment voulu. Pour rappel, l'onglet «Boîte à outils» du site <<https://burebure.info/>> regorge de ressources pour animer vos soirées et alimenter vos infokiosques.

Parallèlement, pour lutter contre la désertification du territoire organisée par l'ANDRA, il est plus important que jamais de multiplier les installations à plusieurs échelles, pour inscrire la lutte dans le temps et l'ancrer.

Des installations aussi nombreuses que possible à la Gare tout d'abord, où les conditions de vie se sont déjà bien améliorées suite aux différents travaux et chantiers (isolation, nouvelle cuisine, etc.). En plus des deux dortoirs (dortoir MINT⁵ et dortoir mixte), le terrain offre de nombreux espaces pour accueillir différents types d'habitats, de la tente à la caravane en passant par tout type de cabanes. Un projet de remise en culture du jardin de La Gare est également dans les cartons.

Des installations dans les autres lieux de vie collectifs sur zone (Maison de la Résistance, Affranchie notamment), ainsi que dans les nombreuses colocs dispersées dans les villages alentours sont aussi bienvenues.

Comme alternative à la nucléarisation du territoire portée par l'ANDRA, les militant·es contribuent avec les gens du coin à réanimer les campagnes meusiennes en cultivant les terres, en faisant perdurer la tradition des affouages collectifs, en organisant des cantines

et des marchés locaux, en reprenant des boulangeries et des cafés villageois. Les bâtons dans les roues qu'ils rencontrent dans leurs démarches d'installation⁶ ne font que renforcer leur détermination!

Si tu es déjà dans le coin (bravo), tu es convié·e à venir fréquenter aussi souvent que possible les lieux de vie et de lutte, en participant par exemple:

- Aux assemblées d'habitant·es hebdomadaires, aux assemblées de défense, et aux chantiers collectifs qui auront lieu chaque mercredi à la Gare.

- Aux chantiers hebdomadaires dans les champs des Semeuses tous les jeudis après-midi, suivis du marché et d'un passage à la cantine et au bar de l'Augustine.

- Aux soirées organisées par le café villageois des 3 Vallées à Treveray chaque vendredi soir.

Si tu es encore ailleurs (ça arrive à des gens très bien), on a trouvé plein de prétextes pour te faire revenir:

- Pour participer aux différents chantiers collectifs annoncés les prochains mois: réfection du toit de l'Affranchie en septembre; Chantier de la Mat-Mout (collectif de mutualisation de matériel) en novembre; chantier de rénovation d'une nouvelle pièce à la Maison de la Résistance en décembre; plusieurs chantiers affouages, avec formations à la sylviculture douce manuelle et motorisée (et sans doute quelques formations en mixité choisie sans homme cisgenre) entre décembre et mars.

- À partir du mois de mars 2025 démarre l'expérimentation collective inédite intitulée «Trois semaines à La Gare»: l'idée est de proposer des «résidences» de trois semaines à la gare à des collectifs, avec une semaine de tuilage avec le groupe précédent et une semaine de tuilage avec le groupe suivant afin de favoriser les rencontres entre groupes. Une expérimentation politique et sociale à ne pas manquer!

Pour clore en beauté la deuxième fête des barricades, annonce le 11 septembre d'un nouveau désaveu de la procédure pour «association de malfaiteur·euses»: confirmation par la Cour de Cassation des relaxes des trois derniers militant·es qui restaient sous le coup

Dans la série d'émissions «Le nucléaire et son monde», Radio Zinzine propose une série de podcasts consacrés à la lutte de Bure.

Corinne François: comment tout a commencé

Premier d'une série de podcasts réalisés à Bure, dans l'Est de la France où l'industrie nucléaire projette d'ensevelir les déchets qu'elle a produits au fond d'un immense trou... Je suis parti dans la Meuse rencontrer les nombreuses personnes qui participent à la lutte contre l'installation d'un site d'entreposage géologique profond des déchets nucléaires, plus connu sous le nom de CIGEO. Corinne François est l'une de ces personnes qui a pris conscience dès le début que ce projet n'allait pas. C'est une des historiques de la lutte et elle a beaucoup de choses à raconter.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9344>

Expertise citoyenne

Deuxième volet: pour lutter contre le projet Cigeo d'enfouissement des déchets nucléaires, il a fallu énormément d'expertise pour lire les dossiers, questionner les communications de l'Andra, vérifier les chiffres... Ce sont des citoyennes et des citoyens qui ont fait ce travail.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9413>

Marie Béduneau, histoire d'une conférence gesticulée

Troisième volet d'une série de podcasts réalisés à Bure, pour en parler, Marie Béduneau a écrit et joué une conférence gesticulée sur Cigeo qui s'appelle «Auto-Stop Bure».

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9484>

La répression

Quatrième et dernier volet d'une série de podcasts réalisés à Bure. Face au projet Cigeo, la résistance s'organise. Mais, quand on lutte contre un projet d'enfouissement de déchets nucléaires, on ne lutte pas contre un projet industriel comme les autres. On lutte contre l'État et sa puissance. Angélique Huguin en fait les frais et nous raconte la machine incroyable pour ne pas dire ubuesque qui est mise en œuvre pour réduire la lutte au silence.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9544>

d'une condamnation en appel, pour «*participation sans arme à un attroupement après sommation*». À bientôt en Meuse! Pour suivre l'actualité de la lutte, on vous invite à consulter régulièrement le site <https://burebure.info/> ainsi que le fil Telegram «BURE à cuire!»

El

1. Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs en France.

2. Société d'aménagement foncier et d'établissement rural, dont la mission est de permettre à tout·e porteur·euse de projet viable – qu'il soit agricole, artisanal, de service, résidentiel ou environnemental – de s'installer en milieu rural.

3. En 2017, lors d'un blocage de la progression des machines et vigiles de l'ANDRA, M. Hance avait arrosé d'essence la barricade sur laquelle les opposant·es étaient agrippés.

4. <https://www.helloasso.com/associations/cacendr/collectes/appele-a-dons>.

5. Meuf, Intersexes, Non-binaires, Trans.

6. Voir l'exemple décrit dans cet article: <<https://lesse-meuses.noblogs.org/post/2023/08/26/bure-prise-de-territoire-et-abus-de-pouvoir/>>

Maksym Butkevych

Nous profitons de la sortie en allemand du livre¹, déjà publié en français en avril 2023 aux éditions Syllepse, *Maksym Butkevych, Libertaire, antimilitariste, engagé volontaire, prisonnier de guerre, pour partager avec vous l'introduction* de cette édition signée de Oleksandra Matviitchouk, présidente du Centre pour les libertés civiles, qui a reçu le prix Nobel de la paix en 2022.*

Vous avez devant vous un recueil de textes et d'interviews du journaliste et militant des droits humains ukrainien Maksym Butkevych. Les textes datent de différentes années et se réfèrent à différentes occasions, pays et personnes, mais il s'agit toujours de la défense des personnes marginalisées et du respect de la dignité humaine.

Au moment de la rédaction de cette publication, Maksym est emprisonné en Russie depuis deux ans. Il a été condamné à 13 ans de prison sur la base d'accusations inventées. La Fédération de Russie ignore ostensiblement les normes du droit international et les décisions des organisations internationales, si bien que Maksym n'a d'autres moyens de se défendre que ses paroles et son attitude. Et c'est précisément à ces mots et à cette attitude que le présent livre est consacré.

Je voudrais vous en présenter un peu l'auteur, qui ne peut pas le faire lui-même en ce moment.

Je ne me souviens pas du moment où j'ai fait la connaissance de Maksym Butkevych. Mais j'ai l'impression de le connaître depuis aussi longtemps que je peux m'en souvenir. Dans le cadre de son travail sur les droits humains, il s'est consacré à la protection du groupe de personnes le plus défavorisé, qui n'a malheureusement jamais bénéficié de beaucoup d'empathie dans aucune société: Les réfugié·es, les demandeur·euses d'asile, les migrant·es. Avec son sens aigu de la justice, il s'est engagé sans relâche pour la dignité humaine. Cela lui permettait de déceler les moindres signes d'abus de pouvoir ou de xénophobie. Il n'a jamais hésité à s'y opposer. Même s'il n'était pas compris ou soutenu par la société dans sa majorité.

Maksym est un homme très profond. Un jour, au cours d'une conversation, il a mentionné ses études autodidactes en théologie. En même temps, il était chez lui parmi les antifascistes et les anarchistes. C'était passionnant de discuter avec lui, aussi bien de concepts philosophiques que de problèmes pratiques liés au travail sur les droits humains. Il n'est donc pas étonnant qu'il soit devenu cofondateur de *Hromadske Radio*, dont il incarne de manière exemplaire la de-

visée «*Écoutez. Réfléchissez*». Maksym sait écouter comme peu d'autres. On a envie de se confier à lui.

En tant qu'homme d'action, il est toujours prêt à s'engager et à faire avancer les choses. Nous avons ainsi travaillé ensemble à l'élaboration d'un plan sur les droits humains pour le Parlement ukrainien, rédigé des documents stratégiques pour lutter contre l'impunité de la torture policière et participé à des manifestations pour la liberté d'expression et de la presse. Je ne me souviens pas d'une seule action importante à laquelle il n'ait pas participé.

En novembre 2013, en réaction à la répression brutale des étudiant·es sur le Maidan, notre équipe a lancé l'initiative *Euromaidan SOS*. Nous nous sommes donné pour mission de fournir une assistance juridique dans tout le pays à toute personne qui serait poursuivie pour sa participation aux manifestations. Là encore, Maksym a été l'un des premiers à nous soutenir. En tant que journaliste, il a trouvé le temps de rapporter quotidiennement pour *Euromaidan SOS* les mauvais traitements, la torture et les arrestations arbitraires. En tant qu'être humain, il motivait les volontaires avec des blagues et de l'autodérision. En ces temps difficiles, je me souviens avec plaisir de son humour.

Aucun d'entre nous n'était préparé à la guerre. Vu d'aujourd'hui, il semble évident qu'après la chute du régime pro-russe de Ianoukovytch, la Russie allait lancer une invasion pour nous arrêter dans notre marche vers la démocratie. Mais lorsqu'en février 2014, j'ai écrit à notre coordinateur qu'il semblait que des soldats russes avaient débarqué dans la péninsule sous forme de «petits hommes verts» sans emblème national, il m'a répondu, surpris: «*Lesia, tu as perdu la raison?*». Je ne comprenais pas moi-même ce qui se passait à l'époque.

La solidarité est l'un des principes les plus importants pour Maksym. Lorsque les forces d'occupation russes ont arrêté les premier·es prisonnier·es politiques à Krym², il a fondé le «Comité de solidarité pour les otages du Kremlin». Aujourd'hui encore, je me souviens d'une action au cours de laquelle,

le jour de l'anniversaire de Hennadij Afanasjew³, arrêté, torturé et condamné par le FSB en tant que terroriste, nous avons porté un gros gâteau dans les rues sous une pluie battante. Pour Maksym, il ne faisait aucun doute qu'en luttant pour lui sans compromis, nous donnions à notre peuple la force de tenir jusqu'à sa libération.

Maksym croit en ce qu'il y a de meilleur en l'être humain. C'est pourquoi il a soutenu pendant de nombreuses années la création du festival international du film documentaire et des droits de humains, *Docudays UA*. Depuis la scène du festival, il a un jour appelé à une action de solidarité en faveur d'Oleg Sentsov, un réalisateur injustement emprisonné. Il est amèrement ironique que quelques années plus tard seulement, les participants au festival du film allaient brandir des pancartes portant l'inscription #FreeMaksymButkevych.

Après qu'il ait été fait prisonnier, j'ai eu l'occasion de rencontrer ses parents. Sa mère et son père, véritables intellectuels de Kyiv, [c.a.d des gens généreux, désintéressés, ndlt] se battent sans relâche pour la libération de leur fils et supportent avec dignité les épreuves qui leur sont imposées. Il est difficile d'imaginer ce que la «disparition» de Maksym, qui a duré près de six mois, a pu leur coûter, après qu'il a été condamné, à l'issue d'un simulacre de procès, à 13 ans de camp dans des conditions de détention très strictes.

L'accusation était manifestement tirée par les cheveux. Les hommes de main du Kremlin n'ont même pas fait d'efforts particuliers. Maksym a été accusé d'avoir commis des crimes de guerre contre des civil·es dans la région de Louhansk, un jour où il ne s'y trouvait même pas. Son avocat a présenté au juge des preuves solides et complètes à ce sujet. Mais le jugement est venu «d'en haut» et personne ne s'y est intéressé.

Dans mon discours pour le prix Nobel, j'ai fait référence à Maksym. Je m'identifie beaucoup à sa réponse à la question de savoir pourquoi, en tant qu'antimilitariste, il a rejoint les forces armées ukrainiennes après l'invasion russe. Je la connais par cœur. En commençant par: «*Ce sont des temps tragiques*», jusqu'à: «*Ici, je suis à ma place*».

Ta place est aussi avec nous, Maksym, nous t'aimons. Nous croyons en toi. Nous nous battons pour toi.

Nous t'attendons.

Oleksandra Matviitchouk
Présidente du Centre
pour les libertés civiles
Prix Nobel de la paix en 2022

1. *Am richtigen Platz, Ein Friedensaktivist im Krieg*, anthea-verlag.de

2. Le 8 novembre 2015, les autorités d'occupation en Crimée avaient mené une série de perquisitions illégales dans les villes de de Bakhtchissarai, Staryi Krym, ainsi que dans les villages de Zaritche et de Kirovske.

3. Hennadij Afanasjew, l'un des principaux témoins des accusations dans l'affaire des citoyens ukrainiens Oleg Senzov et Olexander Koltchenko qui avait refusé de témoigner contre eux en expliquant qu'il avait auparavant témoigné sous la contrainte, se trouve aujourd'hui dans une colonie pénitentiaire de la République de Komi (Fédération de Russie). Ce prisonnier politique de Crimée, condamné à 7 ans de prison, connaît des conditions de détention terribles dans cette colonie.

* Traduit de l'ukrainien vers l'allemand par Irina Bondas et Camilla Elle pour GegensatzTranslation Collective. Traduction vers le français *Archipel*.

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Nous sommes là, nous sommes queer...

... ils ne peuvent pas nous faire disparaître.

Le Parlement bulgare vient d'adopter à la hâte une loi qui reflète la fameuse législation russe sur la «propagande homosexuelle».

Au cœur de Sofia, sous un ciel qui ne parvenait pas à se décider entre soleil et pluie, un drapeau arc-en-ciel flottait avec défi. C'était l'avant-dernier jour de ce qui était devenu une épuisante semaine de protestation contre une nouvelle loi draconienne qui menace de réduire au silence la communauté LGBTQIA+ de Bulgarie. L'air était chargé de tension, du style de celle qui précède une tempête – ou une révolution. «Nous sommes là, nous sommes queer, ils ne peuvent pas nous faire disparaître». Le chant s'élève d'une mer de visages, certains peints dans des teintes vibrantes, d'autres marqués par la détermination. Parmi eux se trouve Stefi, dont les yeux scrutent nerveusement le périmètre. Quelques heures plus tôt, elle avait reçu une menace de mort – l'une des nombreuses qui avaient été lancées aux manifestant·es comme des fléchettes empoisonnées.

«Cela fait cinq jours que je suis dans la rue», confie Stefi, sa voix à peine audible au-dessus du vacarme de la manifestation. «On nous a craché dessus, on nous a maudit, on nous a jeté des bouteilles. Un de mes amis a reçu un coup de pied dans l'estomac d'un provocateur nazi». Elle marque une pause, le regard lointain. «Mais nous continuons à chanter, à crier. C'est ce que nous devons faire».

La manifestation était un ultime effort pour contester une loi qui reflète la tristement célèbre législation russe sur la «propagande gay» – une loi que l'Union européenne a, à deux reprises, déclarée anticonstitutionnelle. Pourtant, dans un écho glaçant d'autoritarisme, le parlement bulgare l'a adoptée à la hâte, deux lectures en une seule journée, réduisant au silence les voix de ceux et celles qu'elle affecterait le plus. À la tombée de la nuit, les ombres ont semblé s'animer. Un groupe de 30 néonazis s'est matérialisé, encerclant les manifestant·es comme des loups. La police, qui a brillé par son absence tout au long de la semaine, est restée passive face au drame qui se jouait.

(...) Le lendemain, dernier jour de la manifestation, un événement surréaliste s'est produit. Un autre groupe, protestant ostensible-

ment contre la violence routière, avait reçu l'autorisation d'occuper le même espace. Les manifestant·es LGBTQIA+ se sont vu demander de baisser leur musique, de se faire plus petit·es, moins visibles. Dans un moment de grande vulnérabilité, un·e manifestant·e a tenté de tendre une branche d'olivier, demandant s'il pouvait apporter son soutien à la cause de l'autre groupe. La réponse a été rapide et cruelle: iel a été prié de partir, escorté par la même police qui avait fermé les yeux sur les violences commises contre les manifestant·es tout au long de la semaine.

Cette série d'événements s'est déroulée dans le contexte d'une lettre ouverte rédigée par le cercle de solidarité «Vous n'êtes pas (A)seul(e)»¹, un groupe réunissant des survivant·es de diverses formes de violence et de discrimination. La lettre, adressée au public bulgare, met à nu la nature insidieuse de la nouvelle législation et du mouvement anti-sexiste plus large qui balaya l'Europe.

«Ce à quoi nous assistons», indique la lettre, «est une tentative flagrante de faire avancer l'agenda secret du mouvement populiste mondial contre la démocratie, les droits humains et la prévention de l'abus social de pouvoir et de contrôle». La lettre poursuit en démystifiant les affirmations trompeuses utilisées pour justifier la législation, en les exposant comme faisant partie d'une stratégie plus large visant à tromper le public et à entraver les progrès dans la lutte contre la discrimination et la violence.

Alors que le soleil se couchait sur le dernier jour de la manifestation, l'air lourd d'espairs non réalisés, on ne pouvait s'empêcher de se rappeler les paroles prémonitoires de James Baldwin: «Nous pouvons être en désaccord et continuer à nous aimer, à moins que votre désaccord ne soit enraciné dans mon oppression et le déni de mon humanité et de mon droit à l'existence». En Bulgarie, il semble que le droit à l'existence soit encore une chose pour laquelle la communauté LGBTQIA+ doit se battre, un drapeau arc-en-ciel à la fois.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. À l'heure où nous mettons sous presse, des rapports font état d'un harcèlement continu de manifestant·es reconnus et ciblés sur les médias sociaux. On ne saurait trop insister sur l'urgence de leur situation.

«Partager, c'est prendre soin», m'a dit une manifestante, les yeux brillants d'un mélange de peur et de détermination. «Il faut que le monde sache ce qui se passe ici. Nous avons besoin d'aide».

Alors que la communauté internationale tourne son regard vers ce coin d'Europe de l'Est, une question se pose: l'arc de l'univers moral bulgare s'inclinera-t-il vers la justice ou les ombres de l'intolérance éteindront-elles les teintes vives de l'arc-en-ciel? La réponse, semble-t-il, ne se trouve pas seulement dans les allées du pouvoir à Sofia, mais dans les cœurs et les esprits des personnes du monde entier qui croient au droit fondamental de tous les humains de vivre, d'aimer et d'exister librement.

Pour l'instant, dans les rues de Sofia, un chant continue de résonner: «Nous sommes ici, nous sommes queer, ils ne peuvent pas nous faire disparaître».

Uri
Freedom News*

* Article paru en anglais sur <<https://freedomnews.org.uk>>, traduction Archipel.

1. La lettre est disponible en anglais sur la page de *You Are Not (A)lone* <<https://nesisamx.net/>>.



Une Gay Pride s'est tenue à Sofia en 2022, photo AFP

Des «colons ethniques» veulent blanchir les campagnes

Derrière une façade d'amoureux de la nature, des militant·es d'extrême droite, inspiré·es du mouvement *völkisch*¹, achètent des fermes dans l'est de l'Allemagne et diffusent leur idéologie.

«Ils veulent diffuser leur poison partout, dans les écoles, les associations...», s'inquiète une habitante de Leisnig, 8000 habitant·es dans l'est de l'Allemagne. Des *völkische Siedler*, ou «colons ethniques», se sont installés dans cette petite ville et sa périphérie depuis une décennie. Située en Saxe, avec ses nombreuses bâtisses en ruine, son kebab installé en face de la mairie et son centre historique vieux de presque 1000 ans, la petite ville est typique de la région. Et c'est là que des partisan·es de l'extrême droite allemande venus de l'ouest ont élu domicile – entre cinq et sept familles, qui s'ajoutent aux militant·es d'extrême droite de la région.

Leur but: quitter l'Ouest où la présence d'immigré·es et d'Allemand·es d'origine étrangère leur est insupportable pour s'installer dans des zones rurales et blanches à l'Est, de façon à y conserver la «*substance ethnique*» allemande. Le tout, sous les apparences d'amoureux de la nature en recherche de liens avec le vivant.

«Derrière la façade inoffensive d'agriculteur/trices bio attaché·es à la tradition se cache en réalité la croyance en la prétendue supériorité du peuple allemand et une vision du monde raciste et antisémite», écrivait, en 2021, le gouvernement au sujet de ces «colons ethniques». Dans les faits, ces derniers rachètent des fermes mais ne les cultivent pas forcément.

Des «colonies ethniques» ou *völkisch* sont présentes dans presque tous les Länder du pays, avec une prédilection pour l'Est. L'extrême droite tire profit du destin difficile de l'ex-République démocratique allemande (RDA), en partie désertée après l'unification du pays et où beaucoup de fermes et de maisons abandonnées ne coûtent presque rien. L'arrivée de nouvelles familles est perçue de manière positive dans les villages vieillissants, d'autant que ces nouveaux voisins ont de nombreux enfants et se montrent attentifs aux autres: iels vont aux enterrements en signe de solidarité, proposent leur aide, s'engagent comme pompiers volontaires...

Quant à leur idéologie, elle ne pose pas forcément problème à l'est du pays où le parti d'extrême droite AfD fait ses scores les plus hauts, comme lors des élections régionales le 1^{er} septembre: en Saxe et en Thuringe, il a recueilli plus de 30 % des suffrages.

Traditions germaniques

Là, dans un entre-soi confortable, ces représentant·es de l'extrême droite la plus radicale peuvent vivre selon des traditions «germaniques» et penser en termes de générations plutôt que d'échéances électorales. Comme l'expliquent les journalistes Andrea Röpke et Andreas Speit dans leur livre consacré à cet accaparement des terres², ces colons ethniques s'inscrivent dans la continuité du

mouvement *völkisch*, apparu à la fin du 19^e siècle outre-Rhin et précurseur du nazisme: il prône une identité enracinée, lie terre, peuple et sang dans un élitisme racial et donc un rejet de l'étranger·e.

À Leisnig, l'affaire a commencé il y a une décennie: la famille Strauch a installé sa maison d'édition dans un village en périphérie. Y sont vendues des affiches représentant des soldats des Waffen-SS en action sur le front de l'Est, des cartes de l'Empire allemand d'avant 1945 ou des livres sur le III^e Reich et la Seconde Guerre mondiale. En 2019, les lieux ont été perquisitionnés dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour incitation à la haine.

Sont aussi arrivés Christian Fischer et sa famille. Sous ses allures de gendre idéal, il est un ancien cadre de l'organisation désormais interdite des Jeunesses allemandes fidèles à la patrie (inspirées des Jeunesses hitlériennes) – il a été condamné en 2010 à douze mois de prison avec sursis pour incitation à la haine.

Jusqu'en 2023, il était aussi le porte-parole de Réinvestir l'Allemagne centrale (Zusammenrücken nach Mitteldeutschland), une initiative visant à promouvoir l'installation de familles d'extrême droite à l'Ouest et proposant un réseau d'aide pour y parvenir. En 2023, l'initiative s'est autodissoute après l'interdiction par le ministère de l'Intérieur d'une autre structure proche, la *Artgemeinschaft*, «une association néonazie, raciste, xénophobe et antidémocratique qui compte environ 150 membres», selon le ministère, et dont faisaient partie des habitant·es de Leisnig.

Une stratégie politique subtile

Dans un premier temps, les nouveaux/velles arrivé·es se sont fait discret·es à Leisnig, privilégiant un engagement politique dans les grandes villes voisines de Chemnitz ou Dresde. Lutz Giesen, actif sur la scène néonazie depuis longtemps et lui aussi nouvel arrivant à Leisnig, a par exemple déclaré la manifestation organisée annuellement par l'extrême droite à Dresde en mémoire du bombardement de la ville par les Alliés



Illustration Camille Jacquetot / Reporterre

1. Courant intellectuel et politique, apparu en Allemagne à la fin du 19^e siècle. Pour les un·es, le courant *völkisch* a une vocation raciste, liée aux apports de la biologie et du «darwinisme social». Pour d'autres, il représente un courant foncièrement antisémite, ravivant un passé germanique largement mythique et mythifié dans un cadre de pensée occultiste en lutte constante contre le christianisme, et plus généralement contre les monothéismes.
2. *Völkische Landnahme*, Ch. Links Verlag, 2019.

en février 1945. À Leisnig même, iels ont commencé par s'investir dans la vie civile: associations, crèches, écoles de leurs enfants ou collecte de dons pour les victimes des inondations à Ahrtal.

C'est à la faveur de la crise sanitaire que les colons ethniques ont commencé à occuper la place principale de Leisnig, en 2021. Sous le slogan «*Nous voulons vivre*», iels ont organisé des manifestations régulières pour s'opposer aux mesures gouvernementales anti-Covid.

Dans la foulée, iels ont créé le site <Leisnig.info>, décliné sur les réseaux sociaux et sous forme d'un bulletin d'information papier. Présenté comme un média «indépendant», cette plateforme est en réalité un outil servant à promouvoir leur idéologie et à nommer avec nom et prénom leurs opposant·es politiques.

«Nazis d'ici» et «colons ethniques»

«*Iels sont plus subtil·es et plus malin·es que les néonazis d'ici qui étaient actifs dans les années 1990. Iels ont une véritable stratégie pour diffuser leur idéologie et mettre à mal la démocratie*», remarque un habitant de Leisnig. Originaire de la région, il a connu les violences physiques perpétrées par des néonazis dans les «années battes de baseball» (*Baseballschlägerjahre*).

Cet opposant, qui souhaite rester anonyme (comme tous·tes celles et ceux interrogé·es par Reporterre), ne manque pas de rappeler que les colons ethniques ont créé des contacts solides avec les «nazis d'ici». Notamment à travers le parti d'extrême droite des *Freien Sachsen* (Saxons libres), qui aspire à l'indépendance du Land de Saxe et regroupe sous un même toit divers groupes extrémistes et néonazis.

En juin dernier, plusieurs de ces acteurs ont été élus aux élections locales sous l'égide des *Freien Sachsen*: Lutz Giesen est entré au conseil départemental (*Kreistag*) de Saxe centrale (*Mittelsachsen*). Christian Fischer a été élu au conseil municipal (*Stadtrat*) de Leisnig, en compagnie d'un autre candidat des *Freien Sachsen*. «*Leur but va être d'empêcher le bon fonctionnement du conseil municipal et de ralentir ce qu'iels peuvent. Iels ne cherchent pas à gagner quoi que ce soit, mais à détruire*», analyse une habitante de Leisnig.

Iels ne comptent pas s'arrêter là: le 1^{er} septembre, les Länder de Saxe et de Thuringe étaient appelés à renouveler leur Parlement. Christian Fischer était encore candidat. Sollicités, lui et Lutz Giesen ont décliné nos demandes d'interview.

En face, une alliance citoyenne s'est constituée pour informer – la population ainsi que les entreprises – sur l'idéologie portée par ces nouveaux·velles venu·es. Constituée d'un noyau d'une dizaine de personnes, elle a remporté de petites victoires (les vendeur·euses de biens immobiliers scrutent désormais le profil des acheteur·euses potentiel·les), mais pas de quoi mettre un terme au processus enclenché. «*Les autorités allemandes ne prennent pas la mesure du problème que représente l'extrême droite, ou le minimisent*», regrette Kerstin Köditz, députée de gauche radicale (*Die Linke*) au Parlement de Saxe. «*Et pour nous, dans les es-*

paces ruraux, ça va devenir très compliqué si nos habitant·es progressistes partent à cause de l'arrivée de colons ethniques ou assimilés. Dans ces endroits, on ne va pas réussir non plus à attirer des personnes issues de l'immigration. Mais on a besoin d'habitant·es pour faire vivre les campagnes!»

Un constat partagé parmi les habitant·es que nous avons interrogé·es, dans ce pays qui manque cruellement de main-d'œuvre. L'une d'elles propose de s'inspirer de la stratégie de ces opposant·es politiques: «*On ne va pas résoudre le problème en partant ou en*

se cachant», explique celle qui a emménagé là, entre autres, par choix militant. «*Après tout, les nazis ont quitté l'Ouest, car c'était inconfortable pour elle et eux. Il faut faire en sorte que ce soit la même chose ici. Ce sera une belle raison de parler de Leisnig dans les journaux, si on y arrive.*»

Adèle Cailleteau*

* Journaliste indépendante, membre du collectif <@Youpress>. Article paru le 7 septembre 2024 dans Reporterre, le média de l'écologie. Reporterre est un média indépendant à but non lucratif, en accès libre, sans pub, financé par les dons de ses lecteurs et lectrices. <<https://reporterre.net>>.

HAUT-PARLEUR

Les Foisonnantes sont de retour... les antifas aussi!

Appel à un rassemblement antifasciste le 13/10 à Sisteron (F-04)

Pour la seconde année consécutive, le festival Les Foisonnantes invite des personnalités proches de l'extrême droite qui diffusent des discours réactionnaires sous couvert d'un évènement alternatif et neutre. Rassemblons-nous pour riposter!

Après une première édition en septembre 2023 sur la commune des Mées (04) qui faisait la part belle aux idées réactionnaires, le festival Les Foisonnantes¹ sera de retour les 12 et 13 octobre à Sisteron (04). Malgré les critiques émises à propos de la programmation 2023², les organisateur·trices s'obstinent dans leur ligne généralement confusionniste sous couvert de liberté d'expression et d'apolitisme³. Les intervenant·es sont pour la plupart issu·es des sphères «dissidentes» qui véhiculent des discours qui relèvent du complotisme, de l'ésotérisme et d'idéologies d'extrême droite. Remises en cause des droits reproductifs, de la libre disposition de son corps et des orientations sexuelles non normatives, de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle – classiques des paniques morales agitées par l'extrême droite – ou encore validisme, négationnisme et complotisme antisémite... les Foisonnantes fournissent un bon exemple de confusionnisme en donnant la parole à des intervenant·es réactionnaires au sein d'un évènement prétendument alternatif et neutre. On peut notamment citer Valérie Bugault (proche de Civitas, et des valeurs des catholiques intégristes), Étienne Chouard (négationniste, qui n'a pas de problème à tisser des alliances avec l'extrême droite) ou encore Fabien Moine («naturopathe hygiéniste» proche de Louis Fouché et animateur de Ré-info Covid, il donne régulièrement la parole à des personnalités d'extrême droite). Ainsi, par exemple, la critique du régime démocratique actuel – plus que nécessaire – est utilisée par ces intervenant·es, via la proposition du Référendum d'Initiative Citoyenne ou de la réforme constitutionnelle, pour former des ponts avec l'extrême droite, promouvoir la loi naturelle, une société fondée sur la famille (père, mère, enfants) et re-

mettre en cause le droit à l'IVG (cf. le projet Révoludroit⁴ présentée par V. Bugault dans le cadre du festival).

Dans le contexte de montée du fascisme que nous connaissons, nous ne pouvons pas laisser les idées rétrogrades d'extrême droite s'insinuer dans les milieux alternatifs, écolos et de gauche. Défendons nos acquis sociaux, démasquons les réactionnaires, et affirmons partout nos valeurs progressistes et antifascistes!

Retrouvons-nous **le dimanche 13 octobre 2024 à 12h devant l'Alcazar à Sisteron** en marge du festival des Foisonnantes pour riposter!

Venons protester collectivement contre les discours réactionnaires, nous informer, témoigner de nos vécus de personnes impactées jusque dans nos corps par les dominations systémiques, proposons nos analyses antifascistes sur les structures de domination et les mécanismes du confusionnisme et montrons-leur que l'on reste attentif·ves aux progressions des idées d'extrême droite dans notre département!

Encore des antifas!

* Article paru dans <<https://ricochets.cc/Les-Foisonnantes-sont-de-retour-les-antifas-aussi-7858.html>>.

1. <https://lesfoisonnantes.fr/info/>
2. Voir l'article sur Vallées en lutte: <<https://valleesenlutte.org/spip.php?article603>>.
3. Vous pouvez retrouver des infos sur les éléments inquiétants de la programmation 2024 ici <https://www.bfmtv.com/bfm-dici/alpes-de-haute-provence-la-2e-edition-du-festival-les-foisonnantes-inquiete-a-sisteron_AN-202409120478.html>, et là <<https://lundi.am/Le-Foisonnement-du-confusionnisme>>.
4. <<https://revoludroit.fr/>>.

L'organisation SOS Route des Balkans fête ses cinq ans!

5 ans d'humanité, de désobéissance, de persévérance et de résistance aux frontières extérieures de l'UE. En dépit de toutes les atrocités, de toutes les clôtures, de toutes les procédures-bâillon des puissants, de toutes les injustices chroniques!

Nous avons réalisé beaucoup de choses ces dernières années, à commencer par la fermeture du camp de l'horreur sur le champ de mines de Vucjak (2019), le sauvetage de 1500 vies après l'incendie du camp de Lipa (2020) ou, finalement, la découverte et la fermeture de la prison illégale pour les réfugiés au milieu de nulle part en Bosnie (2023).

Sans la solidarité des Autrichien·nes, nous n'aurions jamais réussi à faire descendre 68 convois d'aide par camion, sans les nombreux soutiens, nous ne pourrions pas non plus maintenir aujourd'hui l'approvisionnement continu des exilé·es à la frontière extérieure de l'UE.

C'est précisément ce que nous voulons célébrer – la solidarité, les bénévoles qui collectent des vêtements et remplissent les camions depuis des années. Les donateur/trices

qui, par leurs virements permanents, nous permettent, à nous et aux bénévoles sur place, de faire ce que l'UE ne fait pas.

Nous le faisons avec des artistes exceptionnels tels que les groupes Honigdachs (Kreiml & Samurai, Monobrother, etc.), BAITS, Martin Spengler & les *foischn* viennois, notre groupe punk maison Büroklammer, et bien d'autres. Entre les concerts, il y aura des discours et des interventions de *Omas gegen Rechts*, Roman Gregory, *Amnesty Autriche*, le conseiller municipal Peter Hacker, etc.

Ne détournez pas le regard et venez faire la fête avec nous!

Samedi 23 novembre 2024, à partir de 18h dans le grand hall de l'Arena Wien, Baumgasse 80, 1030 Vienne. Billets: <<https://tinyurl.com/4zkujk9b>>

APPEL A L'AIDE DU LIBAN

Charlotte Joubert nous a envoyé cet appel à l'aide le 25 septembre. Charlotte (28 ans) est étroitement liée au Forum Civique Européen et travaille depuis plusieurs années dans le projet agricole «Buzuruna Juzuruna»¹ (Les graines - nos racines) dans la plaine de la Bekaa au Liban. Nous avons réagi par un soutien immédiat et suivons la situation au quotidien. Si vous souhaitez apporter votre aide, merci d'accompagner votre virement de la mention «aide d'urgence octobre 2024»^{*}.

Comme vous l'avez certainement vu et entendu, la situation au Liban a continué de se dégrader et nous, du «Collectif de solidarité avec le Liban»², cherchons des fonds partout où cela est possible pour apporter une aide d'urgence. Les bombardements israéliens s'enfoncent profondément dans le pays et partout les gens sont en fuite; plus de 600 personnes ont été tuées rien qu'en trois jours. La semaine dernière a également été très, très intense avec de nombreux morts.

En même temps, c'est beau de voir la solidarité qui s'est développée ici très rapidement: recherche d'argent, de logements, de nourriture et d'eau et mise en place de cantines solidaires... Plus de 500.000 personnes ont été déplacées dans tout le Liban et des milliers d'autres sont encore sans abri et ont besoin d'un toit sur la tête de toute urgence. Les bombardements sont très intenses: les routes, les ponts et même les zones résidentielles sont bombardées. Nous nous trouvons dans une situation d'urgence absolue et avons besoin de la solidarité internationale. Différents groupes commencent à travailler sur la manière d'obtenir de l'argent et d'aider sur place. Nous avons besoin d'argent pour loger les gens, les nourrir, acheter des articles ménagers, etc. C'est pourquoi je m'adresse à vous avec une demande urgente de soutien financier pour les personnes déplacées au Liban. Tout ce qui vous semble possible est très bienvenu. Amitiés à tous et à bientôt, j'espère!

Charlotte

en collaboration avec le Collectif Solidarité Liban

* Dons au Comité suisse du Forum Civique Européen
CCP 40-8523-5, IBAN CH24 0900 0000 4000 8523 5.
Pour les virements de la zone euro:
Comité suisse du Forum Civique Européen
BKB-EURO-KONTO
IBAN CH56 0077 0016 5490 9272 8
BIC BKBBCHBBXXX

1. Une vingtaine de personnes originaires d'Europe, du Liban et de Syrie vivent ensemble, pratiquent l'agriculture biologique et produisent des semences qui profitent à la population locale et aux réfugiés syrien·nes. Le FCE soutient cette initiative depuis sa création.
2. Le «Collectif de solidarité avec le Liban» s'est formé ces dernières années. Il s'agit d'un groupe d'ami·es qui, bien coordonné, s'occupe des réfugiés au Liban.

Ukraine - Au milieu du chaos

Nous avons le plaisir de vous inviter à la soirée de projection et de discussion Longo maï et le Forum Civique Européen en Ukraine. Ce documentaire de 50 minutes a été produit par une équipe de tournage française et décrit notre engagement depuis le début de la guerre en partant de la coopérative Longo maï à Nijnié Selichtché en Transcarpatie. Il sera suivi d'une discussion avec des représentant·es de Longo maï et du FCE qui se rendent régulièrement en Ukraine depuis le début de la guerre.

Berne, mardi 29 octobre, 19h30

Paroisse de Paulus Freiestrasse 20, 3012 Berne

Pfäffikon ZH, mercredi 30 octobre, 19h30

Hochstrasse 7, 8330 Pfäffikon

Zurich, jeudi 31 octobre, 19h00

Salle commune BGO, Winterthurerstrasse 123, 8006 Zurich

Hedingen, vendredi 1er novembre, 18h00

Chilehus, Oberdorfstr. 1, 8908 Hedingen
Inscrivez-vous auprès de: slendenmann(-chez)yahoo.de

Russwil, dimanche 3 novembre, 16h00

Moritzli, Chasteleweg 6, 6017 Ruswil

Romanshorn, mardi 5 novembre, 19h30

Paroisse évangélique, Salle paroissiale, Schlossbergstr. 24, 8590 Romanshorn

Lausanne, mercredi 6 novembre, 20h00

Maison du peuple, Pl. Chauderon 5, 1003 Lausanne

Thoune, jeudi 7 novembre, 19h30

Paroisse Saint-Martin, Martinstrasse, 3600 Thoune

Bâle, dimanche 10 novembre, 17h00

Beclys, Verein für Kultur im Quartier, Beckenstr. 12, 4056 Bâle
Inscrivez-vous auprès de: paulbraun(chez)prolongomai.ch

Wil, lundi 11 novembre, 19h30

Paroisse catholique de Wil, Lerchenfeldstr.3, 9500 Will

Sissach, mercredi 13 novembre, 19h00

Dans le local culturel, Cheesmeyer, Hauptstrasse 55, 4450 Sissach

Aigle, jeudi 14 novembre, 19h30

QAP Coopérative, rue Farel 7, 1860 Aigle, Réservation nécessaire : 079 428 72 15, ou remy.wenger(chez)jisska.ch

Frutigen, samedi 16 novembre, 19h30

Maison paroissiale, Vordorfgrasse 2, 3714 Frutigen

Bâle, Gundeliträff, dimanche 17 novembre, 15h00

Solothurnerstrasse 39, 4053 Bâle

Oberrieden ZH, lundi 18 novembre, 20h00

Winkelhalden, Haldenstrasse 3, 8942 Oberrieden

Burgdorf, Mercredi 20. novembre, 19h30

Salle culturelle de la Sägegasse, 3400 Burgdorf

Contact:

paulbraun(chez)prolongomai.ch
www.prolongomai.ch